

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LES JOURNEES D'ACTION telles qu'elles sont vécues par les travailleurs	p I
LIAISONS	p I3
UN LIVRE le miracle économique japonais	p I4
UN FILM Viet Nam et un film russe	p I6
CORRESPONDANCE Lyon ,Sarthe ,Bretagne, Allemagne ,Israël	p I7
BELGIQUE des femmes luttent pour elles	p 20
PUBLICATIONS	p 22

LE NUMÉRO

0,50 F

mensuel

NUMERO 49

MAI 1966

FRANCE

l'expérience de travailleurs

rhône-poulenc

LA FIN d'une GREVE (voir IOO N° 48 p.20).

L'usine Rhône-Poulenc de Vitry avait fait grève (3 fois 24h en 8 jours) au cours de la seconde quinzaine de mars. Il y avait eu successivement 70, 90 puis 80% de grévistes. Les syndicats avaient été dépassés d'une part par l'ampleur inattendue du mouvement et d'autre part, par la ferme détermination des travailleurs à agir pour obtenir une réelle augmentation de salaire. La revendication qui avait mobilisé les gars était " 105 frs minimum ou 0.60 frs de l'heure d'augmentation" (cette revendication était basée sur le barème de salaires garantis mais démagogiquement exprimée en valeur absolue par les syndicats car les travailleurs ne veulent plus entendre parler de pourcentage). Il est à noter aussi que des militants révolutionnaires de l'usine, soit trotskystes, soit libertaires, avaient pris position publiquement, tentant de dénoncer le camouflage des revendications et proposant la formation d'un comité de grève qui n'a pas vu le jour.

Au cours de la troisième journée de grève (23 mars), CGT et CFDT "proposent" l'extension de la grève à l'échelle du trust et réussissent à briser l'élan des travailleurs en prétendant qu'une réunion inter-usines ne pouvait avoir lieu avant le 28 mars, alors qu'avant le démarrage du mouvement à Vitry, il avait été dit que seule l'usine de Vitry était en retard... Par la même occasion, les syndicats parviennent à calmer l'ardeur des gars qui parlaient de grève illimitée.

Fatalement, la réunion des sections CGT et CFDT des usines de Vitry-St Fons- Roussillon et Elboeuf, amène la décision suivante: grève à l'échelle du trust mais actions différentes selon les usines, ce qui en fait, n'a rien à voir avec la coordination et ce, pour le 6 avril, soit 15 jours après le 3ème jour de grève des gars de Vitry qui commençaient à être dangereux avec leur idée de grève illimitée et leur peu de discipline, leur peu de confiance envers ces chers syndicats.

A Vitry, une levée de boucliers accueille cette décision et les délégués syndicaux connaissent une pénible journée. Les gars sont en colère; toutefois, ils restent décontenancés, désarmés, voyant, impuissants, que quelque chose leur échappe. La CFDT accuse le coup et propose à la CGT (diplomatiquement et non publiquement) de faire grève avant le 6, cela devant calmer les gars qui en "redemandent" et n'empêchant en rien l'action générale fixée. Refus catégorique de la CGT, cette dernière ayant été sermonnée par ses chefs fédéraux pour le flottement du début. (depuis il ne peut se passer une assemblée de syndiqués sans qu'il y ait Monsieur le Secrétaire fédéral..)

Les militants révolutionnaires qui ont la section FO en mains (trotskystes de VO) dénoncent les décisions des autres sections syndicales et proposent la grève illimitée. Mais les travailleurs ne parlent plus de grève illimitée et pour eux, le comité de lutte que propose FO est purement utopique. Ils ne le sentent vraiment pas à portée de leurs mains. Ils crient à la trahison en parlant des syndicats mais estiment qu'ils ne peuvent rien faire sans ces derniers. Paradoxalement, tandis que certains déchirent leurs cartes syndicales, d'autres se syndiquent, pensant que dans les syndicats ils changeront quelque chose en élevant la voix... On pourrait penser

que c'est FO avec sa nouvelle équipe (cette équipe qui dit jouir de la bienveillance et de l'attention des gars) qui va grossir ses rangs. Eh bien non, c'est la CFDT qui va faire des adhérents et qui va même présenter des listes pour les délégués du personnel avec de nouvelles têtes..

Et la Direction, dans tout cela, comment réagit-elle après trois grèves massives? Elle distribue un certain nombre d'augmentations individuelles (de 0.9 à 1%) afin de diviser ses employés. Elle riposte aussi en la personne d'un grand directeur venu expliquer la marche de l'entreprise à tout ce qui est cadre, chargeant par là son encadrement à bourrer le crâne aux gars. Mais apparemment rien n'est pris au sérieux. La veille de la grève, le syndicat indépendant CFT se retire de la lutte prétextant que les autres l'avaient écarté de la table des décisions...

Jusqu'au 6 avril donc c'est la confusion. On sent que les gars sont démobilisés. Le jour venu, ce sont moins de 50% des travailleurs qui sont en grève pour la quatrième fois. Inévitables forces de police aux portes de l'usine? Les responsables syndicaux tentent de démarrer un cortège mais celui-ci fait l'accordéon. Il n'y a aucune conviction. Aucun slogan, vraiment aucun, n'est repris par les gars. Silence presque complet. C'est décidément un enterrement. Le semblant de cortège s'arrête à 200m de l'usine. Les gars ne se laissent pas entraîner à faire un défilé folklorique dans Choisy-Le-Roi, comme les fois précédentes. Un responsable CGT remercie les présents pour leur "confiance" (ils sont là sensiblement 800). Il essaie de justifier la décision inter-usines et parle enfin d'action qui doit coûter moins cher aux travailleurs, à savoir les grèves par secteur... Personne ne souffle mot. Même pas un stalinien qui pourrait faire du zèle en applaudissant! Le secrétaire FO, (trotskyste) prend à son tour la parole, propose grève illimitée et comité de grève. L'auditoire est muet. Il est proposé alors de se rendre devant Prolabo à Paris pour y ramasser des grévistes, pour enfin se rendre rue Jean Goujon au siège social. Avant de se disperser, des ouvriers vont enfin dire leurs quatre vérités aux dirigeants syndicaux. Mais ces dialogues plus ou moins violents ne changent pas la face qu'ont pris les événements. Les gars sentent que le mouvement est fini aujourd'hui.

Les centaines de grévistes qui se retrouvent aux alentours du siège social se buttent à des cordons d'agents, à un double rang de gardes-mobiles, l'arme à la bretelle (fusil, pistolet mitrailleur et fusil lance-grenade). En gros un service d'ordre de 300 hommes, de motards avec cars et voitures radios. Tout était prêt pour recevoir 3000 ouvriers en colère...

Il ne se passe rien, les gars qui s'étaient déplacés devant se contentent de regarder les flics dans le blanc des yeux. Côté police, des photos furent prises à bout portant. Photos d'identité s'il vous plaît.. Une délégation fut reçue par la direction générale.. Pure politesse..Pure formalité..

Dès le 8 avril, la CGT cette grande démagogue fait des propositions pour la poursuite de l'action à savoir ses éternelles "grèves tournantes de durée variable à déterminer dans chaque secteur, service ou atelier par les travailleurs en fonction des possibilités et de la nature du travail effectué ou du caractère de la production" (fin de citation).. Pour appuyer ses dires, des informations apprennent que des grèves tournantes ont marché à 98% à Elboeuf (arrêts de deux heures), qu'à St Fons il y eut "très bonne participation également aux grèves tournantes de 2h1/2, et qu'enfin à Roussillon "les actions ont très bien été suivies aussi" (à remarquer la décroissance des précisions...)

Le 13 avril, FO fait une rétrospective du mouvement passé, en analyse certains faits et conclut en parlant de comité de grève, de juin 1936.. Pour les travailleurs, il n'y a plus rien à faire. Ils se contentent de dire "on ne m'y reprendra plus".

La CGT, à nouveau le 13, apporte des précisions pour "l'intensification" de la lutte face à la mauvaise volonté patronale. Elle cite l'exemple de l'usine d'Elboeuf qui après 5 grèves de 24h a adopté pour la première fois les grèves tournantes, la participation à ces dernières ayant atteint 98%, chiffre jamais atteint. Son papier se termine enfin par un appel interfédéral pour le pétrole, la chimie et le caoutchouc, appel pour consacrer les efforts sur la semaine du 18 au 23 avril.

Et que s'est-il passé entre le 18 et le 23? Rien- absolument rien. Le 20 la CFDT faisait un référendum, seule, FO et CGT ayant refusé de se joindre à une telle consultation (FO jugeant que ce n'était pas là une façon de savoir ce que veulent les gars- la CGT ne voulant pas courir le risque de voir les grèves tournantes par secteurs refusées..) La CFDT donc distribue un questionnaire à l'entrée de la cantine. Le papier à rendre à la sortie comporte les propositions suivantes:

- Êtes-vous pour : grèves tournantes de 24h par secteur
- grèves de 24h.
- répondre par oui ou par non.

Il est quand même réservé une place pour les suggestions éventuelles pour la forme d'action et les revendications.

A noter qu'on n'avait pas à mettre notre nom mais indiquer notre catégorie.

Résultats: 726 réponses sur 3800 employés.
 40 indécis, 40 pour la grève illimitée
 1/3 à peu près du restant pour les grèves par secteur (160)
 et 2/3 pour des grèves de 24 heures (480)

la CFDT n'a pas sorti de tract donnant résultats et conclusions. On comprend pourquoi.

Ces chiffres n'indiquent rien (19% du personnel a répondu) qu'est-ce à côté des 80% de grévistes en moyenne des trois derniers jours de grèves.

La CFDT pourtant compte bien gêner la CGT en opposant aux grèves par secteurs de cette dernière la disproportion entre grèves tournantes et grèves de 24h exprimées dans le référendum. On peut donc dire que un mois après le départ du mouvement qui a comporté en tout et pour tout quatre jours de grèves, l'action est terminée, les gars sont démobilisés et radicalement refroidis, ce qui n'est pas sans satisfaire les syndicats. (à noter que ces derniers mènent une campagne "adhésions" intense.)

p. t. t.

Paris- centre de tri - lettre d'un camarade.

Depuis la fin mars, le bureau gare PLM est pratiquement en grève, pas en permanence bien sûr, mais par service. Au départ un préavis de grève CGT/CFDT pour 24 heures du 28 mars au 8 avril (quelque chose comme cela, je ne me souviens plus des dates exactes, cela n'a pas d'importance) donc, grève échelonnée par brigade suivie dans une forte proportion (90-95%) puis fait nouveau, uniquement pour le PLM, la direction veut "vider" le gérant principal (CGT) de la cantine. Depuis quatre ans je crois, la CGT est majoritaire à la cantine et c'est un bureau syndical CGT/CFDT/ CGT/FO qui gère la cantine. Avant la CGT était minoritaire et on disait la cantine est gérée par la Direction. Il y a eu de nombreux coups en vache de part et d'autre et à la fin d'avril doit avoir lieu des élections pour le renouvellement du Conseil d'Administration. Depuis plusieurs mois l'Administration faisait des contrôles (cartes à l'entrée en particulier et certainement d'autres que j'ignore, fermeture du bar à certaines heures) si bien que sur un fait futile, elle fait passer le gérant au conseil de discipline. (je ne suis pas assez naïf pour penser que les camarades de la CGT sont purs de toutes saloperies

et de toutes combines. Partout, ils utilisent au mieux pour leur profit les cantines quand ils le peuvent). Donc, grève de solidarité de 24 heures avec un préavis jusqu'au 18 avril. Naturellement, comme toute grève, dans ces conditions, elle est suivie à 95-98%. Le poste de la CGT est vidé du bureau par le conseil de discipline et envoyé dans un autre bureau de la même résidence (il paraît que c'est le minimum mais pour un militant, c'est dur et se retrouver comme cela dans un bureau de 20 à 30 personnes sans comparaison avec le PLM c'est un enterrement de première classe pour le militant). Nouvelle grève de 24 heures comme si cela pouvait influencer sur la décision du Conseil de discipline, un peu moins suivie que la première mais encore bien suivie: 65-70%, les non grévistes ont naturellement de bonnes raisons, inutilité, refaire grève à la fin du mois, etc.. On sait par expérience que dans une grève de solidarité la première de 24 heures est largement suivie, mais les suivantes ne peuvent que s'amenuiser. Donc, depuis le 30 mars, il y a eu plusieurs mouvements de grève au PLM et ce qui ne gêne rien, les services ambulants ont suivi, eux également, cela s'étale sur plusieurs jours. Il y en a encore qui ne partaient pas le 10 au soir, c'est là la nécessité de lancer des préavis longs et qui permettent également de s'arrêter à un moment autre que celui dont se doute l'Administration. Les ambulants partant le 10 aussi auraient dû s'arrêter le 6 mais l'Administration ayant prévu cet arrêt les agents ont repoussé de quatre jours. De même il n'était pas prévu par l'Administration que la brigade de nuit du PLM s'arrête le 5 au matin (0h30) aussi a-t-elle menacé le personnel du jour de sanctions s'il quittait le travail un peu avant l'heure (il est de coutume surtout le soir qu'il parte à 19h45 au lieu de 20 heures). Je ne suis pas exactement sûr pour les dates c'est assez compliqué de se rappeler, il y a plusieurs brigades et il y en a que nous ne voyons jamais, voici un essai de tableau:

29 au 30 mars:	brigade nuit E)	journée commune
30 mars	services de jour)	à tous les postiers
31 mars au 1 ^o avril:	brigade nuit D.)	CGT-CTDT.
4 au 5 avril	brigade nuit D)	première solidarité
6 avril	services de jour)	pour le gars CGT.
6 et 7 avril	brigade nuit E.)	
7 au 8 avril	brigade nuit D.)	deuxième solidarité
8 avril	services de jour)	pour le gars CGT.
9 au 10 avril	brigade nuit E.)	

Dans cette grève de solidarité, la CGT-FO n'a pas donné d'ordre ou de tract, mais simplement a donné entière liberté à ses membres.

Pour les services ambulants, je ne peux pas dire grand chose, j'en connais quelques uns personnellement, mais nous n'avons que peu de contacts avec eux. Je sais simplement pour l'avoir entendu dire que certains services (ceux du dimanche soir au 3 avril) ne sont pas partis parce qu'on voulait leur mettre des lettres en souffrance au bureau gare PLM comme je l'ai dit plus haut, certains du 6 sont partis parce que tout était prévu et ont repoussé le mouvement au 10, un dimanche où de toute façon on leur aurait collé des lettres en souffrance au bureau gare.

Du côté de l'administration, il semble qu'elle voulait à tout prix que le gars CGT de la cantine ne se représente pas au renouvellement. Elle a gain de cause, puisque ce dernier est éliminé du bureau; est-ce qui cela va, comme une certaine année, éliminer complètement la liste CGT je l'ignore. Une année, au dernier moment, un "cantinier" CGT s'est retiré de la liste (vraisemblablement sous pression) et cela a annulé complètement la liste; on sera-t-il de même cette fois-ci.

Dans les tracts de l'époque, l'un est curieux sur la cantine et je suis surpris. Il parle d'un bénéfice de 10 millions. C'est un bénéfice de toute façon pris

sur les repas si c'est exact et je pensais que dans des "trucs" comme ça les bénéfices étaient limités. Bien sûr, on défend la gestion syndicale contre la gestion administrative comme si l'une pouvait être différente de l'autre.

e. d. f. - g. d. f.

Marseille- lettre d'un camarade

20 mars:

Voilà six ans que je travaille maintenant dans un grand centre de distribution combinée gaz et électricité, EDF-EGF à Marseille. La direction recrute surtout au niveau des collègues techniques et des centres d'apprentissage et les jeunes sont payés au taux les plus bas. La grille organique qui conditionne nos salaires, véritable labyrinthe comporte quelques 560 catégories s'échelonnant de 42.000 frs pour le planton jusqu'à 453.000 frs pour les plus hauts cadres. Toute cette hiérarchie est le résultat des travaux de Marcel Paul, ministre à la production industrielle vers 1946 et de son collègue A. Croizat, alors ministre du travail et de la Sécurité sociale. Aujourd'hui, leur statut national est considéré par l'ensemble des travailleurs ou employés comme "tabou". Au début, et malgré l'interdiction larvée faite aux jeunes non titulaires de s'occuper des questions qui touchent aux moyens mêmes de notre existence, je me mêlais aux quelques mouvements décidés en haut lieu par l'appareil syndical. Pour avoir commis l'hérésie de parler "grève générale" et défendu des principes authentiquement prolétariens, j'étais excommunié par les bureaucrates CGT, particulièrement inféodé dans cette industrie, à la ligne du Parti. Depuis, c'est toujours la démagogie écoeurante: " nous avons fait démarrer un puissant mouvement, il ne tient qu'à vous de faire aboutir les revendications pour lesquelles nous luttons, face au pouvoir des monopoles..." Et chaque fois, le mouvement est aiguillé sur une voie de garage. Au stade de l'Immeuble, la CGT recueille la sympathie des 3/4 des gars, même si parfois ils renâclent. Et, objectivement, elle n'a pas derrière elle de traditions bien sérieuses de luttes qui puisse justifier cette psychologie. L'appareil syndical ne lutte absolument pas pour une éventuelle prise de possession des outils de production par les ouvriers eux-mêmes, mais bien pour humaniser au possible les rapports Capital-Travail. Il faut dire aussi que les bonzes, véritables carriéristes "ongles et excréments" occupent une place prépondérante dans la hiérarchie des salaires. Donc, la "vieille dame" qui a renié toute référence à la lutte de classes, conforme son travail dans la défense des acquis de 1946; pour elle c'est la quintessence des conquêtes sociales. Pour racoler les jeunes, elle a créé de toutes pièces un groupe dit "Jeunes de la CGT" qui lui est soumis intégralement, et dont l'unique objectif est d'organiser périodiquement de "Grandes nuitées" avec tol orchestre réputé du coin.

Bénéficiant de la paternelle confiance directoriale, qui lui fournit papier, encre, machines d'impression, elle édite trimestriellament un bulletin ronéotypé d'une pauvreté tant de style que d'idéologie alarmante. Dans un de ses derniers tracts elle condamnait la "vieille formule anarchiste le boeufsteak est au même prix pour tout le monde" (sic). Professant un réel mépris pour un véritable programme socialiste ou d'auto-gestion, elle concrétise, au travers de l'idéologie des nationalisations, les aspirations au pouvoir d'une nouvelle classe de technocrates d'une ambition effroyable.

9 avril:

Le mouvement de diverses grèves de ces derniers jours a été particulièrement isolé, en ce sens que telle industrie manifestait toute seule, alors que l'ensemble du prolétariat marseillais n'en savait strictement rien. Deux grèves de la R.A.T.V. (régie autonome des transports de la ville de Marseille, affiliée par Defferro qui en détient la plupart des actions) ont paralysé le mouvement des transports. Seulement les grandes boîtes avaient mis à la disposition de leur personnel tout un réseau de "ramassage". Après la première grève, le carnet de tickets a augmenté du 8è ce qui a

porté son prix de 4frs à 4f50 pour 20 tickets. On demande aux nombreux usagers de la Régie 5 tickets pour un transport ville-banlieue. L'union régionale CGT a élevé bien entendu une énergique protestation par le canal de "La Marseillaise", organe du PC. Les gars du C.S.E.O. (mouvement français pour l'abondance) pensent qu'une grève de gratuité serait éminemment populaire. L'idée paraît sympathique, mais elle ne tient pas compte de l'intervention, toujours prévisible des forces de répression. Dans l'entreprise qui m'emploie, la grève de distribution gaz-électricité du mercredi 23 heures a été une nouvelle mystification. La plupart des quartiers n'ont pas été touchés par le mouvement: ils étaient desservis normalement en gaz et électricité.. pour ne pas gêner les abonnés. Un Comité de grève, que du reste personne n'avait élu, mais décidé au niveau des guides éclairés de FO, CFDT, CGT, donnait quelques vagues consignes de discipline, et désignait une équipe de sécurité. Donc, le jour de la grève les gars qui étaient allés à la réunion d'information inter-syndicale, ont été invités par ledit Comité à se rendre auprès du Directeur régional pour lui soumettre leurs revendications. Mais il ne fallait surtout pas former un cortège unitaire pour ne pas troubler la circulation. Tant et si bien, que les uns ont pris leur solex, bagnole ou bécane. Le spectacle d'une pareille flagornerie est édifiant...

métallurgie

Matériel d'imprimerie- petite boîte- Paris:

Le 15 mars, dans la boîte, tous les gars ont participé à la journée de la métallurgie avec cahiers de revendications. Puis luttant sur le plan de l'entreprise ils ont décidé de passer à l'action pour une revendication précise: OfI5 d'augmentation uniforme pour tout le personnel "horaire".

Dès 8 heures du matin, les délégués sont montés voir la Direction, et pendant ce temps les ouvriers ont déclenché un débrayage sur le tas, jusqu'à 13 heures (arrêt du déjeuner). La direction reprend les pourparlers et accepte le principe d'une augmentation prochaine. Le 9/3 nouvelle entrevue avec nouveau débrayage, avec les délégués. Acceptation par la direction d'une augmentation pour le 1^o avril, à condition que l'activité reste bonne.

Devant ce "conditionnel" les "horaires" reprennent la lutte le 11/3. Dès 14 heures, nouvel arrêt de 14h à 16h. La direction cède et accepte l'augmentation uniforme de OfI5 de l'heure, à valoir dès le 14/3. A noter l'attitude expectative des mensuels qui n'arrivaient pas à se décider.

Lorraine

Ces extraits du Républicain Lorrain, 22/4/66, complètent la lettre d'un camarade publiée dans I.C.O. N° 47-mars 66-p.7- Il y est question de la vie à Fameck (13.000 habitants) près de Thionville.

La première personne qui m'a accosté à Fameck était un huissier qui cherchait quelqu'un.

...Rien n'indique où commencent et où finissent les rues : un tronçon par ci, un autre par là, au gré des étapes de leur construction, les plaques portant leurs noms sont apposées n'importe où, de plus, elles sont dessinées en zig-zag et pour comble, les numéros des maisons ne se suivent pas. Ce serait une défense valable contre les huissiers. Malheureusement, on m'a aussi conté l'histoire d'un médecin mandé d'urgence auprès d'un malade et qui, s'étant perdu dans Fameck, ne parvint à le trouver qu'une demi heure après son décès.

... Pour plus de 90% cette population est composée d'ouvriers des catégories les moins favorisées. Pour un petit noyau de P1 et de P2, une énorme majorité de manoeuvres, de travailleurs sans spécialité, la moyenne des feuilles de paie varie entre 500 et 600 frs par mois. Le père de famille dont le salaire atteint 700 Frs fait figure de bourgeois.

....Le bureau d'aide sociale est continuellement assiégé de quémandeurs dont les besoins sont toujours réels, quelquefois pathétiques, souvent d'une urgence immédiate. " Comment admettre que dans une ville de 13.000 âmes il n'y ait ni PMI (protection maternelle et infantile), ni dispensaire, ni stade, ni équipement sportif... Le sort des gens d'ici est lié aux fluctuations de la sidérurgie. Quand il y a un ralentissement, on débauche, et alors, nous avons d'un seul coup, des centaines de chômeurs; il y a présentement à Fameck des chômeurs de 18 à 20 ans que vous pouvez voir rôder, traîner dans les rues sans but, sans objectif, sans autre espoir... Pas d'école technique, bien entendu; il ne peut être question pour des familles dont le pain quotidien est déjà mesurer d'envoyer un enfant, si doué soit-il, au collège à Thionville, ou même au lycée de Fameck. Sitôt l'école primaire terminée, on l'amène aux bureaux d'embauche de De Wendel ou autres. Cela fait toujours une paye de plus. L'enlèvement commence pour eux avec le premier biberon et l'ambition vient rarement dans une ville où l'on n'a que le spectacle de la médiocrité. Partir, c'est un peu trahir les siens, c'est aussi renoncer à la relative sécurité du foyer. Car ce qui retient les gens ici, et c'est peut-être un calcul, c'est qu'on y a sa maison, ses habitudes, sa routine.

...-La moyenne des salaires dans notre cité n'excède pas 600 Frs par mois. Si vous tenez compte que la moyenne des loyers est de 250 frs plus 70 frs de charges, vous aurez une idée du niveau de vie ici. Vous ne me croyez pas?.. Voici la feuille de paie de René G.... un ouvrier qui travaille depuis 38 ans dans la même entreprise:

 salaire: 500 Frs.
 Loyer: 310 Frs
 Charges en
 retard: 190 Frs
 reste: 0 frs, 0 centime...

... Un cas banal. On peut dire que tout le monde vit sinon d'expédients du moins de dettes. C'est pourquoi la première personne que vous avez rencontrée était un huissier. Des huissiers, vous pouvez en croiser tous les jours par ici, et en longeant les rues de la cité vous n'auriez pas beaucoup à chercher pour découvrir ces sinistres petites affiches annonçant la vente à la criée d'un pauvre mobilier de débiteur à bout de souffle. Il faut comprendre: la plupart de ces ouvriers achètent tout à crédit: un vêtement comme un poste de radio ou de télévision. De braves gens qui ne savent pas compter ni prévoir. Quand les traites s'accumulent trop, ils ne peuvent plus les honorer. Alors, la procédure commence, à laquelle ils ne comprennent goutte. Les jugements, les sommations, les saisies sont autant de frais qui viennent s'ajouter à la valeur initiale de l'objet. Tenez un exemple d'hier. Un brave portugais est arrivé chez moi en larmes. On était sur le point de vendre ses trois meubles aux enchères pour une veste achetée à crédit. La veste valait 60 Frs, mais avec les frais de procédure, c'est 130 frs qu'il a fallu trouver pour éviter que l'homme et sa femme ne se retrouvent dans la rue.

... Les logements ne sont ni pires ni mieux que ceux de la plupart des HLM, mais certains logements sont trop abondamment meublés de pièces hétéroclites d'autres ne le sont pas du tout. Il m'est arrivé de trouver des appartements où l'on ne voyait que quelques paillasses et même le parquet, et, somptueux anachronisme, un poste de télévision luxueux. Un peu partout des enfants, garçons et filles, des adolescents aux regards durs, de tous âges, de toutes couleurs.

....- Il faut vivre ici pour comprendre. Il faut savoir que 40 à 50% de cette population est composée d'étrangers dont beaucoup ne connaissent à leur arrivée que quelques mots de français et dont la majorité est illettrée. Des Siciliens, des Guadeloupéens, des Capverdiens, des Portugais, etc.. Beaucoup ne sont même pas en règle, étant venus en fraude, bien souvent après avoir versé leur pauvre avoir entre les mains de passeurs clandestins, et le reste ayant été exigé par les agents d'embauche qui leur "vendent" un contrat de travail. Ils sont arrivés ici avec pour tout bagage, leurs illusions. Nous sommes la terre promise, ils ne connaissent rien à notre monnaie dont la complexité s'aggrave encore des subtilités de nouveaux et anciens francs.

L'agent d'embauche a dit: "tu gagneras l'équivalent de 8000 pesetas". Ils calculent naïvement avec leurs normes nationales: un travailleur dans leur pays en gagne au maximum 2500, donc ils sont riches. L'appartement où on les installe leur apparaît avec l'eau courante, l'électricité, la salle d'eau, comme un vrai palais. Or, périodiquement s'abat sur les cités toute une meute de démarcheurs, vendant de tout: meubles, postes de radio, machines à laver, linge, trousseaux, vaisselle, que sais-je. Leurs prix sont de 40% plus cher que dans le commerce courant, mais ils ont un argument irrésistible: "vous commencerez à payer dans un mois, dans deux mois.. signez là, là..

Les malheureux, tentés par le démon de la convoitise et la faconde du démarcheur, incapables le plus souvent de lire ce qu'ils signent, dessinent leur paraphe sur les traites, souscrivent en plus une délégation sur leurs salaires. De toute façon, neuf fois sur dix, ils ont pris des engagements au-dessus de leurs possibilités.

..... c'est surtout sur l'enfance et la jeunesse qu'on peut agir. Il est souvent trop tard pour enseigner des rudiments de civilisation à certains adultes. Dans certaines cités occupées entièrement par des Calabrais ou des Capverdiens, c'est une pitié. Les locataires élèvent des poules dans les baignoires, et il faut se gendarmer pour empêcher certains d'utiliser les vide-ordures comme cabinets d'aisances... En tout et pour tout une assistante sociale pour toute la ville.... Il n'y a qu'une seule cabine téléphonique située à 40 minutes de marche de certains usagers les plus éloignés. Encore, aux heures d'ouverture. Pas de clinique, pas d'ambulance pour les cas urgents. Combien de pharmacies? Une seule "

jeumont - schneider

Construction électro-mécanique - St Denis (banlieue de Paris).

Rien d'autre que les débrayages des "journées d'action" CGT-CFDT.

Le 15 mars, grève de 4 à 6- 60% des horaires, 10% des mensuels. Une trentaine seulement à suivre une banderolle vers un lointain meeting. Augmentation rituelle des salaires de 2% par la direction (c'est la même chose, deux fois par an depuis des années). Ce qui n'empêche pas le journal communiste local d'écrire quo: "... à la suite des dernières actions, la direction a dû lâcher prise".

Taux horaires nouveaux:

Manoeuvres: 2.93 (pas de boni)

O.S. : de 2.35 à 2.70 (plus le boni environ 30%)

P.1. : de 2.70 à 3.07 (-d°-)

P.2. : de 3.18 à 3.66 (-d°-)

P.3. : de 3.78 à 4.15 (-d°-)

(à noter que de l'O.S. I A au P.3.H.C.2. il y a 22 catégories d'emploi ce qui donne une belle marge de division à la direction).

Les femmes de ménage qui avaient entamé une action n'ont pas un sou de plus: leur horaire a été réduit de 51h à 49h sans diminution de salaire... mais pendant ce temps, elles feront le même travail. Comme dit le journal du P.C.: "après six mois de discussion et d'action... La direction vient de lâcher"....

Fin mars: nouveau débrayage de 4h CGT-CFDT. Moins de grévistes que d'habitude (50 à 60% d'horaires, une dizaine de mensuels). Beaucoup expliquent leur attitude présente au futur "ça va comme ça, ça ne rime à rien".

renault

Billancourt, banlieue de Paris.

Mars: grève traditionnelle répétition des précédentes journées revendicatives. La police aménage la circulation devant le cortège dans les rues de Boulogne. Prêches des responsables syndicaux: CGT: "venez chez nous".- CFDT: "on a une caisse de résistance"- FO: "contents de nous retrouver parmi vous". Au moins 50% de participants.

Majoration de salaires de 1% au 1^o mars 66 (en plus de 1,5 au 1^o janvier 66). Mais la cantine augmente aussi (gérée par la CGT).

Fin mars: les derniers débrayages ont été plus désordonnés que d'habitude: échelonnés toute la journée avec des horaires minutés pour chaque équipe. A un ouvrier qui s'en plaignait, un délégué CGT a répondu: " nous essayons d'organiser les mouvements afin que ça vous donne plus de facilités possible".

Horaire de travail: certains ateliers font plus de 60h.

Les accords Renault-Peugeot font beaucoup parler. La propagande de la CGT et du PC sur les avantages de la nationalisation a ancré des idées tenaces. " c'est un pas vers lestravailleurs... une bonne maison..etc.." Les uns pensent que c'est la "dénationalisation", presque la catastrophe. D'autres que ça va amener du travail (toujours la même inquiétude chez les plus âgés d'être déclassés, remplacés par des étrangers).

Les débrayages futurs sur ordre des syndicats seront sans doute plus restreints. D'après les accords Renault, une franchise de 12 heures de grève par semestre est admise; au-delà, la prime semestrielle est amputée de 20%. Après les derniers débrayages il ne reste plus que 4h30...

banque

Nationalisée- siège social Paris

Action des employés: les locaux sont modernisés mais avec beaucoup de bruit (cloisons, parquets) qui s'ajoute à celui des machines. Cela dure depuis 15 jours; du lundi au jeudi chacun râle sans résultat; le jeudi c'est intenable, le travail est arrêté pendant plus d'une heure, c'est la grève sur le tas. Le chef apparaît et annonce que le bruit allait cesser: ce qui est effectif une heure plus tard.. Et on annonce 1 jour de compensation pour la fatigue. Aucun syndicat ou délégué n'a été dans le coup.

Action syndicale: journée revendicative de la banque. Le mouvement est suivi 55-60% (95% dans le service) Beaucoup pensent que c'est pour le temps de travail (1/4 heure de moins par jour, chacun le souhaite) mais les syndicats ne parlent que de salaires. Aucune suite à ce débrayage.

travaux publics

Montereau-Seine-et-Marne.

La CGT seul syndicat de l'usine, a fait circuler une pétition adressée au CNPF pour qu'il consente à recevoir les responsables syndicaux. Un curieux tract CGT de l'usine où il est question de patrons "gentils" et d'autres "bestiaux" et que s'ils sont "bestiaux" les ouvriers iront travailler ailleurs.

d'autres entreprises

-Métallurgie, Paris: dans cette petite boîte les mouvements syndicaux sont suivis de 70 à 80% avec une sorte de fatalisme. Les 4h de grève deviennent un rite; un groupe de trois ou quatre activistes parvient quand les syndicats le veulent à déclencher un mouvement.

-Imprimerie (Labeur)-Paris: le mouvement pour les congés d'hiver dont il a été parlé dans I.C.O. N° 45 janvier 66, n'a eu aucune suite; une intervention dans une assemblée des correcteurs (CGT) pour dénoncer la manoeuvre du syndicat et la violation d'une décision prise par une assemblée des délégués d'entreprise ne soulève aucun intérêt. C'est passé on ne revient pas là-dessus. Les jeunes apprentis paraissent s'intéresser beaucoup plus aux problèmes politiques qu'on ne le pense. Devant la propagande qui les touche (en l'occurrence un tract trotskyste du mouvement Révolte distribué à la sortie de l'Ecole Estienne) ils discutent d'une manière assez critique.

-N.M.P.P. (messageries de presse-Paris): des employés devaient faire grève pour obtenir le paiement d'une prime spéciale de pagination du Figaro, prime payée à des employés de l'imprimerie faisant le même travail. Le mouvement a été torpillé par le syndicat de sorte que la prime a été supprimée même aux employés de l'imprimerie.

-Laboratoire: Paris-Collège de France: pour un même travail de surveillance d'appareils, sans aucune qualification de 4h par jour et toujours le même, le barème de salaire varie suivant le titre que l'on possède:

- sans le baccalauréat: 380 frs.
- avec le baccalauréat: 400 Frs
- avec la propédeutique: 600 Frs
- avec la licence : 800 Frs.

-Energie atomique:

-entreprise publique (CEA) Saclay-Banlieue de Paris. Election des délégués du personnel : abstentions massives, mais la CGT augmente son pourcentage débandade de FO qui pour la première fois n'a pas de délégués (certains disent que FO ayant soutenu les femmes de ménage cela a déplu aux "chercheurs" et techniciens..) Par contre FO raste fort dans les autres centres où la CGT est proscrite pour raisons politiques (secrets d'état).

-Kléber-Colombes: caoutchouc et plastiques- Bezons- banlieue de Paris: Presque rien que des femmes. Aucun syndicat. Salaire: 3.10 de l'heure. Un mouvement démarre à la mi-mars: revendication 7% de rallonge. La direction céderait bien. Mais le vice-président de la société fait partie du syndicat patronal qui n'accorde que 3%. Au début la section plastique n'est pas en grève; dans sa réponse, le patron nargue: "vous voyez bien que vous êtes seules, les autres ne font pas grève". Résultat le lendemain, toute l'usine est en grève: générale et illimitée. Un comité de grève est formé. La direction essaie la division: augmentation variable suivant les têtes. Refus: tout ou rien. Cela dure 15 jours. Et c'est la reprise. Pas de solidarité d'aucune sorte.

Une collecte CGT à Bozons: 100.000 A.F. C'est tout.

Assurances générales

Assurances - siège social- Paris- 3000 employés.

La situation présente illustre bien les bouleversements qui peuvent intervenir dans les rapports traditionnels salariés-direction, employés et cadres, employés entre eux, par les effets conjugués de l'automatisation et de la concentration.

Dans cette société nationale, une nouvelle société unique dénommée "Groupe des Assurances Générales" doit être édiflée là où existaient trois sociétés mères et plusieurs filiales, avec fusion du maximum de services existants. De plus cela intervient au moment où l'installation d'ordinateurs est achevée en ce qui concerne l'ensemble des travaux effectués autrefois sur machines à cartes et où une nouvelle étape, celle de la gestion totale par ordinateurs (dite gestion "intégrée") nécessite une transformation préalable des structures intérieures des entreprises.

On peut même dire que la concentration est imposée à la fois par des nécessités extérieures (concurrence accrue par la mise en place du Marché Commun rendant précaire la situation financière de certaines branches) et par les conséquences mêmes de l'automatisation (nécessité d'amortir le coût élevé des ordinateurs par une utilisation maximum).

Les bouleversements résultent des mutations d'employés, des regroupements de services, des modifications des méthodes de travail, de la rupture avec les traditions et la mentalité propre de chaque entreprise (certaines sociétés comme la Vie ayant recherché une stabilité d'emploi, les employés ayant 20 ou 30 ans de service étant la majorité) de l'unification des conditions de salaires et de travail, des rivalités entre cadres pour les places réduites par suite des fusions de services, des espoirs de promotions déçus, des rivalités inter-syndicales ou à l'intérieur d'un même syndicat à cause de ces problèmes ou pour les places de délégués ou les planques dans les services sociaux, de la disparition des "zones d'influence" (ou leur amenuisement) de tel syndicat ou de tel clan dans la modification des équipes de direction (le clan UNR -technocrates ayant remplacé le clan des partis traditionnels installé depuis la nationalisation de 1946 à l'époque du tripartisme et qui s'était plus ou moins maintenu). Tout cela modifie sensiblement le rapport de force employés-direction, favorise le renforcement de l'exploitation à cause des multiples divisions; cela peut durer longtemps, avant que la disparition des particularismes ne soude les employés du groupe dans une communauté d'exploitation, donc de lutte. A moins d'événements exceptionnels ou de tentative accélérée d'aggraver les conditions de travail, toutes choses qui feraient surmonter les divisions actuelles.

Lors de la mise au point du statut commun aux employés du groupe des Assurances générales de juillet à décembre 1965, des divergences profondes étaient apparues à l'intérieur même des syndicats, répercutées sur les employés des trois sociétés. Au lieu d'adopter la position de l'alignement sur la société aux meilleures conditions de salaires et de travail (société Vie) les délégués syndicaux des sociétés moins payées (accidents et incendie) ont préféré accepter pratiquement sans consultation des employés les propositions de la nouvelle direction qui situaient le statut commun à une moyenne. Vraisemblablement questions de prestige, d'influence, de place, mais aussi et surtout refus de prendre une position de lutte face à la direction (voir I.C.O. N° 46 février 66). Employés et cadres de la Vie ont défendu leurs avantages acquis et sans grève, par l'affirmation d'une cohésion ont réussi à conserver tous les éléments plus favorables de leur statut. Mais ils forment ainsi un îlot de 600 employés sur 3000 ce qui maintiendra pendant longtemps une division.

La complexité de cette situation est apparue dans le cours d'une action syndicale pour les salaires. Cette action venait d'ailleurs à froid, décidée comme d'habitude par en haut. En décembre dernier, des pourparlers syndicats-fédération patronale avaient été rompus par les syndicats, les patrons refusant d'aller au-delà de 3.50%. Cette maigre rallonge avait pris effet au 1^o janvier, mais les syndicats n'avaient fait que distribuer un tract de timide protestation. Fin mars, les trois centrales CGT, CFDT, FO demandent la reprise des pourparlers. Leurs délégués portent à la Fédération patronale une pétition de 17.000 signatures (sur 30.000 employés d'assurances à Paris). Au Groupe des A. G. un référendum circule sur revendications et action (dans le vague, même pas un pourcentage pour les salaires- même pas des actions précises). Un tract ne parle que de "journées revendicatives" le 15 avril avec pétitions, délégations, réunions d'information. Le vendredi 15, vers midi, des affiches sont posées à la sortie: les délégués des trois syndicats convient les employés à une réunion d'information à 15 h. Dans la cour d'honneur, mais comme il pleut, dans le hall de l'accident. 2000 employés sont venus. Mais dès le début, les orateurs- doux par syndicat- ne font que répéter ce que chacun sait. Résultats du référendum:

Vie : 62% de non - 38% de oui.
Incendie : 50% de non - 50% de oui
Accident : 32% de non - 68% de oui.

Une pétition n'a été signée que par 1560 employés sur 3000. Explications laborieuses pour expliquer le peu de succès des mots d'ordre syndicaux: les employés sont seuls responsables. A plusieurs reprises, les orateurs doivent demander le silence. Tout le monde parle. Un délégué CFDT (responsable national) prend la parole pour glorifier les syndicats, mais que l'action syndicale est rongée par "un chancre un cancer, un poison intérieur"; qu'il y a deux mots à extirper: l'un est un camarade d'ICO, l'autre Voix Ouvrière. Le camarade d'ICO est nommé et violemment pris à partie pendant près de dix minutes au milieu d'un chahut indescriptible de protestations, coups de sifflet... Beaucoup d'employés de la Vie quittent la réunion. Les orateurs suivants annoncent que tous les syndicats sont d'accord sur cette intervention. Le dernier orateur proclame un débrayage immédiat; il est 16h30 et tous se précipitent pour partir. Aucune réponse n'est possible. Elle est faite par tract le lundi 19. Dans tout le groupe ce sont discussions, explications et critiques sur le rôle des délégués et des syndicats. Il n'y aura aucune autre action pour les salaires. Il est difficile de dire ce que cherchaient réellement les délégués; mais leur attitude montre à quel point ils sont coupés des employés et méconnaissent leurs réactions. Comme le dit un employé: " ils ont aiguisé le couteau pour se faire égorger". Un fossé s'est creusé entre les employés et les délégués syndicaux, plus accentué à la Vie que dans les autres branches et recoupant les conflits antérieurs. Même les syndiqués de longue date, même des délégués s'interrogent sur la conduite des syndicats, sur leur action et discutent.

ICI VIE EN USINE

Les syndicats: la manière de discuter avec les patrons. "...Pendant cette période les positions s'étaient durcies de part et d'autre. La Fédération, les responsables parisiens se sont employés à détendre l'atmosphère dans le but de créer un meilleur climat... Des explications données, certaines perspectives s'étant dégagées les camarades parisiens acceptaient de suspendre leur action et l'accord est intervenu"... (extrait du rapport de gestion du comité fédéral du syndicat du livre CGT- avril 65- mars 66, page 2). Le rôle du syndicat y est bien décrit, y compris le mensonge car les "camarades parisiens" avaient au contraire décidé de poursuivre l'action (voir ICO N° 45).

Les flics: c'est le droit de tout patron de fouiller chacun à la sortie. Celui-là c'est même un gradé. "ouvrez votre serviette - une courroie- votre compte est bon - des journaux, vous savez que c'est interdit. Mais ils sont en vente

dans les kiosques. Vous savez que vous êtes signalés. Vous aurez un rapport..." C'est ainsi que ça se passe dans la bonne maison nationalisée Renault.

Les grèves des transports: quatre techniciens d'un bureau d'études-ils arrivent en retard mais ne perdent rien sur leur paie. "les grévistes sont des emmerdeurs publics. On devrait leur retirer le droit de grève". Ridoau.

instituteurs

lettre d'un camarade de la Seine à propos des conseils de maître dans les écoles primaires pour lesquels la revue l'Education Nationale (17/3/66) exhume une circulaire de 1908 et auxquels Fouchet consacre une circulaire du 31 mars 66 (ces conseils sont la réunion des maîtres sous l'autorité du directeur pour discuter de l'enseignement).

"Cette circulaire" remet les choses en place" Fouchet y rappelle les limites du Conseil des maîtres et de sa compétence: vie pédagogique de l'école, donc aucune question administrative ou statutaire. Je signale ceci parce que pour moi c'est une n-ième mesure significative et révélatrice d'un plan, lequel vise par petits paliers successifs à étouffer toute possibilité d'expression dans tous les secteurs à l'aide de décisions., évidemment arbitraires, prises par les instruments du pouvoir étatique "à chaud". Soit après un événement où cette décision aurait pu être évoquée pour contrecarrer sinon interdire l'événement (ex: les réunions de conseils des maîtres appelés par le SNI à prendre position sur le décret gouvernemental créant le grade de directeur d'école nommable et révocable par le pouvoir) soit avant un événement (préparation d'une liste de secteurs prioritaires qui ne devront pas être affectés par la grève, liste qui s'allonge évidemment à chaque grève de l'EDF) pour en rétrécir la portée.

En ce qui concerne le conseil des maîtres, on ne peut que s'affliger de la débilité du cerveau qui n'a même pas eu l'astuce de se dire " de toutes façons ce Conseil n'a, hors de l'école, aucun pouvoir alors qu'il discute de ceci ou de cela.. Au contraire, endormons-les (les insti) un peu plus, en leur permettant de se griser de paroles". Ceci dit, la grande machine bureaucratique continue son travail.

oooooooo

ICI ISONS

Réunion des camarades de Paris - 23 avril 66.

17 présents (assurances générales, Bureau d'études, Crédit Lyonnais Energie Atomique, Enseignement, Etudes de marchés, Imprimerie (labour) Jeumont, Métallurgie, Presse, Renault).

I- Informations d'entreprises: voir rubrique sur les travailleurs en France.

II- Correspondance: lettres de camarades des PTI (Paris, centre de tri) de l'EDF (Marseille) de Belgique, d'Allemagne, de Bretagne, de la Sarthe, de Lorraine d'Angleterre, figurant dans le présent bulletin.

III- Discussions: -à propos de la grève des ouvriers de l'usine d'armes d'Herstal (Belgique) - voir article.

-sur une question pratique de communications par l'intermédiaire d'ICO à la demande de camarades d'autres groupes: les lettres seront transmises directement au camarade intéressé qui restera seul juge.

PROCHAINE REUNION: SAMEDI 14 MAI à 15 heures.

un livre

"Le Miracle économique japonais" - Hubert Brochier - Ed. Calmann-Lévy.
"Le Japon prospère, face à la crise" reportage de P. Fabra - Le Monde
mars 66.

Avec ses 100 millions d'habitants le Japon rivalise avec l'Allemagne de l'Ouest pour la troisième place parmi les grands impérialismes. Cela grâce à un extraordinaire développement économique depuis la fin de la seconde guerre mondiale dont l'un et l'autre furent cependant les vaincus.

Un séjour de deux années a permis à Hubert Brochier de nous fournir une étude approfondie de cette expansion sans précédent. Rappelons que la moyenne du taux de croissance annuel a dépassé les 10% depuis 1950, malgré deux récessions (1953-54 et 1957-58). En 1962 nouvelle récession qui malgré une légère reprise mène à ce que Paul Fabra appelle "crise" (Le Monde début mars 66), bien que le taux de croissance reste élevé et supérieur à celui de l'Europe (si l'on y comprend la Grande-Bretagne).

Mais tout d'abord, ne soyons pas abusés par ces chiffres. L'expansion dont il s'agit concerne surtout les industries productrices de profits. Cela grâce à des investissements privilégiés favorisés par l'Etat, comme il se doit. Et les déséquilibres ne manquent pas, même dans ces secteurs privilégiés; déséquilibres et doubles-emplois dus à la concurrence des trois grands groupes principaux, bancaires et industriels (Mitsui, Mitsubiski et Sumitomo) et de quelques autres, mais déséquilibres jusqu'alors amortis dans la foulée du fait de l'expansion.

Le plus grand déséquilibre consiste naturellement comme aux USA, dans la grande misère des équipements collectifs non producteurs de profits (routes, transports, logements, instruction, hôpitaux, etc..) par rapport à l'industrie privée des grands trusts.

Un exemple cité par l'auteur, celui de la recherche : on achète des brevets et licences à l'étranger, ainsi que des appareillages. A court terme, la productivité s'en trouve considérablement augmentée et cela revient moins cher que de financer la formation suffisante de chercheurs. Mais tout cela n'a qu'un temps, l'heure de vérité arrive, la crise actuelle le prouve. Il en est de même pour les transports si nécessaires au bon fonctionnement de l'appareil productif. Tôt ou tard, il faut rattraper ce qui n'a pas été fait en temps voulu.

Hubert Brochier analyse les facteurs de l'expansion japonaise. Ils sont multiples, mais en tout premier lieu, il y a évidemment les bas salaires. L'accumulation rapide de capital n'étant possible que par le maintien prolongé de salaires inférieurs notamment à ceux des impérialismes occidentaux. A production égale cela explique la croissance plus rapide. Ces bas salaires sont possibles, grâce à l'alimentation restée très archaïque, de la masse des travailleurs, à la division de ceux-ci (travailleurs permanents, travailleurs temporaires), aux salaires féminins très inférieurs à ceux des hommes et à l'importance du secteur des moyennes et petites entreprises aux salaires encore plus bas. Ajoutons à cela les charges sociales réduites à peine compensées par le paternalisme des seules grandes firmes. L'abondance de main d'oeuvre et la carence du mouvement ouvrier complètent ce tableau. H. Brochier consacre une quarantaine de pages à cette question sous le titre: "la classe ouvrière et le syndicalisme". C'est un chapitre des plus intéressants à plus d'un titre.

"Le trait principal du syndicalisme japonais d'après-guerre, qui est surtout une survivance historique mais constitue de l'avis général une sérieuse entrave à son fonctionnement, est la prédominance du syndicat d'entreprise... Au Japon... le syndicat est d'abord un organisme

"groupant les salariés d'une entreprise et ne se joint à une fédération d'industrie que rarement. Suivant les statistiques du Ministère du Travail, 87% des syndicats déclarés sont des syndicats d'entreprise, 6,7% sont des syndicats de métiers, 4,1% des syndicats nationaux. Parmi les organisations puissantes, seuls le syndicat des enseignants (Nikkyoso) et celui des gens de mer, sont organisés sur une base générale et regroupent tous les participants à une même activité professionnelle. "... (p.155-156).

"En premier lieu, il faut bien voir que le système du syndicat d'entreprise est en étroite relation avec le système de l'emploi permanent... La conscience de classe n'ajamaï pris naissance là où la conscience d'être membre de la "grande famille" d'Hitachi ou de Matsuchita l'emportait et dominait toute l'existence du travailleur... On risque de surimposer à l'organisation syndicale les organigrammes hiérarchiques de la firme.. il arrive que les organes du syndicat en viennent à être subordonnés à l'échelon hiérarchique correspondant de l'entreprise. Si l'on ajoute que la politique des chefs d'entreprise a été inspirée à cet égard par un paternalisme très habile et qu'ils ont su faire une large place au syndicat lui fournir un local, lui donner de larges facilités, on comprend combien le système du syndicat d'entreprise a pu être en apparence, favorable au développement du syndicalisme, mais en même temps a contribué à le priver de structures solides et à vider son action d'objectifs réels". (p.157).

Comme de bien entendu, ces longues citations ont pour but d'éclairer la lanterne des partisans du syndicat d'entreprise cher au technocrate Bloch-Lainé et à beaucoup de militants redresseurs de syndicats. Intégration par le haut, ou par le bas, le coup est le même. Et le syndicat maison ne vaut pas mieux que les centrales domestiquées. La solution est ailleurs. Hors du syndicalisme tel qu'il est devenu dans les sociétés industrielles modernes.

Après cette longue parenthèse consacrée au mouvement ouvrier, rappelons quelques particularités de l'impérialisme japonais:

Contrairement à une idée fort répandue, les exportations ne sont pas si importantes qu'on le croit: 12% du produit national pour 15% en France. Si le Japon tend à devenir la troisième puissance industrielle mondiale, le revenu par tête de pipe n'est encore que la moitié de celui du français, d'où possibilité d'expansion.

L'auto-financement des grandes entreprises n'est que 20 à 30% donc bien inférieur aux taux européens (60%), le recours aux banques est beaucoup plus important. Celles-ci drainent une épargne plus forte (18% pour 12 en France). Nous avons déjà signalé l'importance du secteur de la moyenne et petite entreprise, employant les 3/4 des travailleurs, avec des salaires équivalant à 60% de ceux des grandes firmes. En ce qui concerne les exportations, 30% vont vers les USA. Même proportion pour les importations. Mais l'impérialisme japonais tend de plus en plus à se soustraire à cette dépendance d'où contacts commerciaux avec l'Europe, l'URSS et la Chine. Il en résulte des hésitations dans la politique extérieure de cet impérialisme situé en pleine zone chaude du conflit Chine-USA. C'est une des raisons pour laquelle nous conseillons la lecture du livre de H. Brochier, ainsi que celle de chroniques du genre Fabra dans le Monde.

Il nous manque une connaissance plus approfondie des forces politiques en présence au Japon. Nous savons que le PC japonais est d'obédience chinoise, que le parti socialiste est également favorable à de meilleures relations avec la Chine donc aussi la plus grande centrale syndicale (Sohio) et qu'une fraction de la bourgeoisie est orientée vers des rapports commerciaux plus importants avec l'immense marché chinois, avec l'URSS aussi.

Grâce à sa population, dont il a réussi à contrôler les augmentations

le Japon peut encore poursuivre une expansion qui en fera rapidement la 3ème grande puissance impérialiste. Ainsi l'inégalité du développement des impérialismes repose périodiquement la question d'un nouveau partage du monde. Mais la classe ouvrière japonaise atteint peu à peu le niveau de conscience des prolétariats des vieilles sociétés industrielles. Des tentances révolutionnaires authentiques s'y dessinent peut-être plus nettement encore que dans nos vieux pays capitalistes (voir les informations d'ICO sur le mouvement Zengahuren). L'évolution de la lutte de classe au Japon, comme ailleurs, n'a pas dit son dernier mot.

oooooooo

Un film

Récemment un court métrage de Joris Ivens sur la guerre au Viet-Nam fut donné à La Pagode, ainsi que le vieux film en noir et blanc de Poudovkine, Tempête sur l'Asie.

Le premier est en grande partie constitué de documents officiels du Viet-Nam du Nord, le reste provient des photos de presse. Des vues sur le bombardement effectué par des avions américains et l'activité des batteries de la défense antiaérienne la confection des pièges, des armes rudimentaires dans les villages - pointes de bambou plantées dans les champs, fosses dissimulées garnies de pointes de bambou, hérissons garnis de pointes de bambou contre les parachutistes - la marche en cadence des paysans armés de piques chantant des chants patriotiques, des scènes d'ouvriers d'usines prenant le fusil dès l'alerte. On y voit le travail extrêmement pénible des femmes dans les rizières. En longues rangées et en cadence, elles manient de leurs minces bras des seaux de bambou à queue pour transvaser l'eau d'une rizière à l'autre, en chantant en chœur. En certains endroits, la terre aride est arrosée par des hommes de la ferme collective qui transportent chacun deux touques d'eau, au moyen d'un balancier en bambou placé sur l'épaule, à la manière du couple de paysans japonais dans le film "L'île Nue". Est intercalée une petite bande de dessins animés: des moustiques et des pièges contre les troupes américaines. Série d'images d'E-rinal reflétant bien le niveau de leurs inspireurs. L'auteur du film se présente dans son agréable entrevue avec Ho Chi Minh. Propos de ce dernier: l'impérialisme américain au Viet-Nam est dans la situation d'un renard ayant les pattes de derrière prises dans le piège du Sud; il n'aura pas la possibilité d'envahir le Nord. Comme si le Viet-Nam du Nord avec les quelques armes chinoises et quelques fusées russes, ses pièges, ses moustiques, pouvait remporter la victoire militaire sur les Américains. Le visage satisfait de Ho Chi Minh ne reflète en rien la souffrance de la population sous les bombes et le napalm. Quelques images du Viet-Nam du sud: exécution capitale par fusillade sur la place du marché; suicide par le feu d'un bonze bouddhiste à l'époque Ngo Dinh Diêm; scènes de destruction et de mort à la campagne cochinchinoise sous les nappes de bombes des escadrilles de B 56.

Le film ne montre pas la guerre en tant que barbarie de notre époque et dans toute sa hideur, pas plus que l'acheminement vers la prochaine auto-destruction de l'humanité. C'est plutôt une vue optimiste du gouvernement du Viet-Nam Nord, c'est-à-dire en définitive un film de propagande.

Le film "Tempête sur l'Asie" est du genre anti-impérialiste. Les impérialistes anglais achètent les chefs d'une région (le Tibet?) et leurs troupes protègent un américain ramasseur de fourrures. Un providentiel descendant de Gengis Khan ou promu tel par l'imbécilité anglaise, se mettra à la tête de la révolte anti-impérialiste et deviendra l'ami des partisans russes. Une belle chevauchée à l'indienne s'inspire des films américains du Far-West. Dans l'ensemble le film est grotesque comme caricature. Il est regrettable que de très belles scènes de révolte et de solidarité soient noyées dans la caricature et que le talent de Poudovkine se perdodans un art avili par la propagande.

Correspondance

17

- d'un camarade de Lyon: ..." la seule manière dont nous concevons le militantisme c'est de travailler dans des boîtes et d'y développer nos idées, non pas pour y provoquer des mouvements artificiels mais d'abord par nécessité, ensuite pour lutter personnellement contre le patron, et dans la mesure des possibilités avec les autres. Nous considérons comme très important l'échange d'idées et d'informations comme cela se passe à ICO. En fait, nous considérons comme fondamentale la lutte dans la boîte même, mais nous pensons également à d'autres moyens de lutte. Puisque la société sans classes, sera une société sans prolétaires, il nous semble que le prolétariat ne pourra faire la révolution que s'il est déjà dans notre société un prolétariat déprolétarisé, c'est-à-dire composé de gens travaillant tantôt comme ouvriers, parce qu'il faut bien vivre, et tantôt ne travaillant pas, c'est-à-dire revendiquent concrètement le "droit à la Paressse" pour la classe ouvrière.

"La grève par exemple, ne serait pas seulement moyen de défense mais aussi manière de proclamer le droit pour les ouvriers de ne travailler que quand ils le veulent bien. Est-ce que ce prolétariat tel que nous le concevons est idéal? Nous ne croyons pas; par exemple les grèves du Schleswig-Holstein de 1955 revendiquaient bel et bien ce droit (d'après Socialisme ou Barbarie, N°21). D'autre part, le développement de la société des loisirs, comme disent les bourgeois, pose le problème objectivement. Même si ces pseudo-loisirs aliènent encore davantage en tant que loisirs consommés et non pas créatifs, même s'ils sont un moyen de propagande supplémentaire. Mais les ouvriers de plus en plus ont le choix entre travail et loisir objectivement, bien sûr, on sait bien que subjectivement ce n'est pas tellement le cas. Cette conception supposerait que beaucoup d'ouvriers s'arrêtaient de travailler quelques mois de temps en temps changerait plusieurs fois de boulot dans leur vie. Ainsi cela pourrait être un moyen de combattre l'aliénation de la parcellarisation. Ceci dit, il ne saurait s'agir pour nous de prétendre mener la lutte de classe sur le plan du loisir et non pas dans la boîte. Par exemple, proposer "de construire ensemble une maison commune" ou d'aller voir des pièces de Planchon, comme modèle de lutte révolutionnaire!.. ou bien comme modèle d'auto-gestion la lutte menée pour l'allègement des charges des co-propriétaires de son quartier!.. Mais nous accordons une grande importance au rôle de l'éthique et de la poésie, et dans ces conditions au style de vie. Bien sûr, il ne s'agit pas de vouloir créer une direction culturelle du prolétariat, mais là comme ailleurs, seul le développement autonome du prolétariat peut créer les conditions du socialisme. Pour en revenir à nous, j'ai travaillé quelques jours dans deux boîtes: les biscottes Vibis et le chocolat Union. D'abord à Vibis pour 2.130 de l'heure; le personnel est essentiellement féminin et plus ou moins saisonnier. Aberrant de voir ces femmes travailler consciencieusement et avec soumission pour ces prix. Les raisons sont simples: 1) en matière de lutte de classe, les femmes ne sont certes pas les plus vindicatives. 2) Si en plus, elles sont là pour récupérer une carte de travail (que ces boîtes délivrent facilement) la direction, leur tenant la dragée haute s'assure une main d'oeuvre docile. Il est évidemment de règle courante de rester 2, 3 jours dans ces boîtes, et l'on ne prend pas de précautions spéciales pour renvoyer les gêneurs. A Vibis le travail se faisait en équipes, et chaque femme s'adaptait à la cadence intensive des machines et des nombreuses chaînes: les fours à biscottes, débitent sans arrêt et le conditionnement, entièrement manuel, est réparti sur les chaînes. Pas moyen de s'absenter deux minutes, au risque de se faire submerger par un flot de biscottes qu'il faudra un temps fou à ramasser et à ranger une à une dans un ordre adéquat. Puis à la chocolaterie Union, pour 2.115 de l'heure, travail presque uniquement saisonnier (Pâques Noël, Jour de l'An). Là le topo est à peu près semblablement structuré mais les cadences sont moins frénétiques, la manipulation des chocolats étant délicate, ce quidonne une allure plutôt artisanale au conditionnement. Une "surprise" pourtant, c'est très important dans la lutte de classe: le sabotage, très pratiqué dans un atelier, qui consistait à écraser des piles de tablettes de chocolat pour les renvoyer au service de récupération (où le chocolat est fondu et remoulé) d'où allègement du boulot des unes et possi-

bilité de travail pour les autres (ce qui a son intérêt, le personnel n'étant pas très nombreux).

Evidemment, même à Vibis, il devait y avoir d'autres femmes qui se "débrouillaient", rognaient sur les cadences, mais je suis restée trop peu de temps pour les connaître... Mais à l'Union, je crois que j'ai laissé un sillage sympathique à la suite de mon renvoi: la journée finissait à 16h30, un chef arrive à 16h20 pour annoncer qu'aujourd'hui il fallait rester pour finir une commande; sans préambule aucun, sans prévenir, sans demander l'avis des femmes: c'est un ordre ! J'ai réagi brutalement, me suis engueulée avec lui, et de retour au vestiaire j'ai fait mon speech sur les chefs, ceux de la boîte en particulier. Une autre femme, qui elle aussi avait refusé de rester (elle devait aller chercher son gosse à l'école) s'est également fait renvoyer aussi sec bien qu'elle soit dans la boîte depuis 8 mois !

G... lui est actuellement instituteur. Il fait ce qu'il peut pour ne pas enseigner d'une manière trop dégueulasse: il ne manque pas de placer son mot sur la religion, les patrons et à la moindre occasion. Sans se faire d'illusions: parler de la liberté à des gamins qu'on oblige à vous écouter, à qui l'on impose une discipline bref, pour qui le prof représente le principe de l'autorité, c'est une contradiction vraiment insurmontable.

... Dans le dernier numéro, très bonne étude sur les grèves belges par contre, nous paraît plus contestable la lettre "exemplaire" de la prise de conscience d'un étudiant à qui il reste à comprendre des choses fondamentales, à savoir que la classe ouvrière se formera par elle-même, et que la lutte de classes se fait à l'intérieur de cette classe ouvrière.

Dans les deux numéros précédents, nous ne sommes pas d'accord avec l'étude sur les Mods et les Rockers. Ce n'est pas tellement l'association Mods et Rockers présentée comme une seule "classe", bien que l'on puisse déplorer que bourgeois et ouvriers arrivent à fusionner dans la même idéologie bourgeoise-yéyé, mais plutôt le caractère révolté que leur accorde l'autour. D'abord qu'y-a-t-il de révolte dans ces danses frénétiques et ces cris de jeunes sauvages? J'y vois surtout une subjugation de l'automatisme: ils travaillent toute la journée à une cadence épuisante et dans leurs loisirs non seulement restent encore imbus de ce frénétisme du travail, mais le porte à son paroxysme par des manifestations extérieures mécaniques. Somme toute, nous pensons que les danses, les chants yéyé, traduisent une aliénation exacerbée, sensibilisée, principe de cette société où l'on se dépêche sans trêve. Loin de réagir contre l'automatisme, ils le poussent et se laissent envahir complètement par lui. On peut encore nier une révolte quelconque contre la société dans la mesure où (d'après expérience personnelle) les "blousons noirs" sans parler des yéyé dont la seule idéologie est vestimentaire et capillaire, sont extrêmement attachés à toutes les valeurs de la société argent, confort, consommation pour la consommation, si quelques uns deviennent des "truands" c'est-à-dire des bourgeois, les autres finissent leur vie avec des "principes moraux bien arrêtés" et n'aspirent qu'à la vie pénardo (télé, frigo,... et même la messe parfois)."

- d'un camarade de la Sarthe: Je suis d'accord tout à fait avec votre façon de présenter ou discuter les problèmes qui nous intéressent et je trouve les ICO plus intéressants et d'un contenu plus substantiel que d'autres revues plus connues plus riches, et d'une présentation plus commerciale. J'ai retrouvé dans les ICO des points de vue, des idées qui me sont chers, que j'ai défendus parce que je les crois justes, notamment sur l'effort nécessaire vers l'égalité économique, la seule égalité qui soit possible et même nécessaire si l'on ne veut pas tourner en rond autour de l'idée de révolution.. sans jamais la faire. Et pour commencer bien sûr, en matière de salaires, le rejet catégorique des augmentations au pourcentage, cette séquelle du droit seigneurial, cette survivance des privilèges anciens.

Ouvrier P 3, je me suis permis bien des fois de lutter contre l'ouverture du fameux éventail des salaires et même, après discussion publique et contradictoire, fait voter le personnel de la boîte où je travaillais, à bulletin secret pour ou contre l'augmentation uniforme. En 1952, par exemple dans une boîte de machines outils, majorité

écrasante de P 2 et de P 3, important bureau d'études, presque pas de manoeuvres et d'O.S., j'ai obtenu 67,13% en faveur de ma thèse, le 1/3 restant votant pour l'augmentation en pourcentage. La principale revendication pour moi c'est celle de la réduction du temps de travail, sans réduction des salaires; plus les journées sont longues, plus les salaires sont bas; mais la lutte contre les privilèges techno-bureaucratiques a peut-être tout autant d'importance. Pour agir rationnellement sur le plan syndical et donc pour que les syndicats jouent le rôle pour lequel ils ont été fondés, il faut d'abord être informés exactement. Or, tout est faussé par les a-priorismes les restrictions mentales, le carriérisme syndical et les préoccupations politiques diverses, les cumuls de fonctions ou de responsabilités même non appointées des dirigeants syndicaux. Je dis dirigeants car il ne s'agit plus depuis longtemps et à tous les échelons, de délégués. Les premiers souvent se servent de l'organisation. Les seconds la servent... Ou la serviraient. Nuance ! Il sera très difficile et peut-être très long de redresser la situation, si tant est que la chose est ou sera possible.. avant que la technocratie ait assurée totalement son pouvoir sur la fourmilière humaine. Et dans tous les pays. Le processus est en train. Pendant que la chose se fait... les futurs sujets des nouveaux pharaons discutent du sexe des anges. Plus exactement de revendications catégorielles, de coefficients hiérarchiques et autres augmentations pourcentées.

Parmi les articles des derniers ICO, celui concernant les "provos" d'Amsterdam m'a vivement intéressé: curieuse anarchie. Je ne la condamne pas. Elle me paraît sans avenir pour des tas de raisons. J'aime mieux celle de Bakounine, ou celle d'Elisée Reclus."

- d'un camarade de Bretagne: ... J'ai donc lu avec intérêt l'article la "question Nationale" (ICO N° de mai 65). Je lis par exemple ceci et ce qui est exact: "Les exploités ont toujours utilisé les mythes pour associer les exploités à leur politique de domination. Ils ont su utiliser le mythe de la révolution des "peuples" contre d'autres peuples" exploités". "Le mythe nationaliste reste le moteur idéologique permettant à une classe d'en exploiter une autre. Créer une nouvelle nation c'est créer des lois, créer des institutions, créer des administrations en fonction d'intérêts de classe". La libération d'une ancienne "colonie" ne peut échapper à cette règle nous l'avons vu récemment avec l'Algérie. Pour les travailleurs de quelque pays qu'ils soient, il s'agit donc uniquement d'une lutte contre l'impérialisme en général dans la perspective de la suppression complète de toute exploitation. J'approuve également dans les notes de lecture " Le drame des juifs européens" dans ce numéro de mai 65 également. C'est l'histoire du mythe que beaucoup n'ont pas le courage de démystifier pour garder le conformisme intégral qu'il soit de gauche ou de droite et qui oppresse le malheureux qui veut se libérer seul si les autres ne sont que de vulgaires imbéciles.

- des camarades allemands de Munich (voir ICO N° 63, novembre 65 et N° 45, janvier 66) nous ont écrit une brève lettre nous indiquant qu'ils avaient traduit l'article sur la grève des mineurs de Zwartberg (ICO N° 47- mars 66) Ils ont envoyé leur bulletin " Von Kollegen für Kollegen (Des camarades pour des camarades). composé d'extraits de presse, ajoutant qu'ils espéraient donner des informations directes sur la lutte dans les usines.

- d'une camarade d'Israël: (voir ICO N° 46- février 66):... Je pourrais essayer de faire une synthèse de la situation économique en général ce qui serait peut-être plus intéressant pour le moment.

Tout d'abord l'^Histadrout qui n'a de syndicat que le nom puisque ce n'est pas une organisation de défense des ouvriers en opposition au gouvernement mais un organisme du Mapaï le parti d'^{l'}Etat pourrait-on dire. L'^Histadrout est comme le bureau d'organisation de la main d'oeuvre, tout nouvel immigrant, toute nouvelle entreprise devant passer par elle.

Le Mapaï n'est plus un parti uni; il y a eu la scission Ben Gourion Eschol. L'esprit pionnier et tout ce que cela comporte d'ascétisme et de soumission

va de plus en plus s'effaçant. La politique de force vis à vis des arabes est battue, en brèche par certains mouvements à l'intérieur du pays (la dernière histoire de Abie Nathan est extrêmement populaire ici), si bien que la situation politique se complique ou si l'on veut se normalise.

D'autres facteurs entrent également en jeu. La cessation des réparations allemandes et la volonté de l'Allemagne de considérer Israël comme un pays normal change certaines formes de l'économie (l'inflation produite par l'apport d'argent de l'extérieur, non garanti par une production intérieure, mis en circulation dans le pays faussent complètement la balance budgétaire - il est courant de dire ici que les gens vivent au-dessus de leurs moyens et c'est vrai) l'ampleur des capitaux ne correspondant pas du tout à la valeur de la production réelle. Cet apport faisant peu à peu défaut les israéliens doivent de plus en plus compter sur eux-mêmes.

Cette inflation leur permettait de vendre leurs produits meilleur marché que d'autres pays qui avaient à faire face aux problèmes habituels. Cela s'est produit au sujet du marché des agrumes cet été, le marché libanais qui est fait en grande partie d'agrumes s'est complètement effondré comme l'italien d'ailleurs. Israël a peu d'industrie, pas du tout d'industrie lourde; la seule qui rapporte vraiment est l'industrie chimique de la mer Morte vers le Japon, en partie produits bruts, en partie produits élaborés; l'autre assez importante aussi est celle du diamant. Natanya, ville balnéaire entre Tel Aviv et Haïfa serait la seconde ville dans le monde pour la taille du diamant importé en majorité de Belgique.

Donc la production d'agrumes est d'un intérêt capital et en somme la plus importante monnaie d'échange. C'est dans cette situation difficile que sont arrivées les grèves.

La population d'Israël a beaucoup changé ces dernières années; apport très important de juifs d'Afrique du Nord et d'Orient. Ceux-ci sont des idéalistes modérés qui arrivent ici sans qualités professionnelles particulières, souvent d'un niveau intellectuel assez bas. On leur donne des conditions d'installation très agréables et faciles, leur sens civique n'est pas très précis. La vie a augmenté dans des proportions assez considérables, les salaires sont véritablement trop bas.

Il se forme des organisations parallèles à l'Histadrout qu'on peut considérer comme de véritables embryons de syndicats ce qui explique ces grèves anarchiques dans tout le pays, qui n'étaient pas toujours amorcées pour des augmentations de salaires, mais aussi pour des conditions de travail (tels les ouvriers d'Achdod).

Je dois ajouter d'ailleurs que l'Histadrout étant donné l'affaiblissement du Mapaï essaie de s'en dégager et de prendre de l'indépendance, sans y parvenir très bien. Autre facteur, le budget de l'armée qui était un véritable croquemitaine et le prétexte à toutes les abnégations s'est trouvé être donné en grande partie, si ce n'est en totalité par les américains au titre de réparation de l'Allemagne. D'autre part, les dépenses militaires sont moins justifiées étant donné le desserrement de l'étau arabe à la suite des déclarations de Bourguiba, la répugnance du Liban à se mettre contre Israël et l'attitude du roi de Jordanie. Les jeunes commencent sérieusement à penser à une entente avec les arabes...

oooooooo

belgique

Depuis plus de deux mois 3.800 ouvrières de la fabrique nationale d'armes de guerre sont en grève à Herstal (banlieue de Liège). Nous avons demandé à nos camarades belges des informations sur cette lutte exemplaire par sa durée et par le fait qu'elle est menée uniquement par des ouvrières.

Voici un premier commentaire tiré de Lutte de classe (avril 66) :

A TRAVAIL PAIL . SALAIRE EGAL

"C'est ce que réclament les ouvrières de la F.N., fabrique nationale belge d'armes de guerre, située à Herstal. Dans cette entreprise d'armement, la discrimination dont souffrent les ouvrières est en effet particulièrement criante: alors que le salaire horaire moyen du manoeuvre est de 3,97 francs français, celui de l'ouvrière est de 3,40 francs. Et tandis que l'ouvrier réviseur touche 4,30 francs, l'ouvrière qui accomplit la même tâche reçoit royalement 3,20. Et les employeurs d'affirmer qu'une telle différence est due au fait que la productivité des femmes est plus faible que celle des hommes à cause de leur absentéisme.

Pour donner plus de poids à leur réclamation, les ouvrières, au nombre de 3.000 se sont mises en grève le 16 février. S'il n'avait tenu qu'aux syndicats, socialiste et chrétien, on en serait resté aux paroles. Mais les femmes, elles, ont agi et les syndicats ont appuyé le mouvement... une fois qu'il était lancé.

La direction n'ayant pas cédé, les grévistes ont décidé le 15 avril dernier de poursuivre leur mouvement aussi longtemps qu'elles n'auraient pas obtenu satisfaction. La production de l'usine, notamment celle des cartouches et des armes légères est en grande partie arrêtée et d'après "Le Peuple" (quotidien socialiste belge), l'armée belge est privée de ses fournitures provisoirement car l'usine n'arrive même plus à tenir ses engagements auprès de ses clients étrangers: les Etats Unis en particulier. Car, effet indirect mais important de cette grève, elle gêne l'action des impérialistes au Viet Nam; voilà qui est plus efficace que toutes les déclarations et marches pacifistes.

Le mouvement est d'autant plus inquiétant pour les patrons de l'usine que les ouvriers ont refusé, par solidarité, de se charger du travail effectué jusqu'à présent par les grévistes. Celles ci, qui sont maintenant près de 4.000, ont vu leur exemple suivi: environ 1.500 ouvrières travaillant dans d'autres industries se sont également mises en grève. Quant à l'aide des syndicats, elle est particulièrement précieuse et efficace: des délégués ouvriers des pays du Marché Commun et d'Autriche sont venus apporter leur "sympathie" aux grévistes; c'est sans nul doute ces marques de sympathie qui ont amené les grévistes à décider de poursuivre leur mouvement....."

Voici une première lettre de Belgique, d'un camarade de Bruxelles

"En Belgique, la démobolisisation syndicale s'accroît. Les grèves des travailleurs des ACEC, à Herstal, à Charleroi contribuent à renforcer l'esprit de combattivité des ouvrières et à discréditer définitivement les syndicats réformistes. Malheureusement, ces grèves n'ont abouti à presque rien de concret sur le plan des revendications. Il fallut le sabotage des délégués syndicaux pour mettre fin, la semaine dernière à ces grèves qualifiées de "sauvages" (ce terme est exact à condition de l'appliquer aux bonzes syndicaux qui allèrent jusqu'à maltraiter de manière violente certains grévistes. Le combat des ouvrières de la FN n'est pas encore terminé. Ce lundi 25 avril, une manifestation dans les rues de Liège a prouvé une fois de plus la détermination de ces camarades; pendant ce temps, la commission de conciliation continue son travail (à Bruxelles, dans le cabinet du ministre du travail). Faisons remarquer que cette grève se poursuit unanime sans emploi de piquets de grève.

1 C O

---:---

peut être trouvé aux librairies suivantes :
Librairie Publico - 3 Rue Ternaux PARIS IIeme
La Vieille Taupe - 1 rue des Fossés St Jacques Paris 5eme
Il est possible que, pour des raisons diverses il y ait eu des interruptions dans le service d'I C O; nous demander les numéros manquants; nous y satisferons dans la mesure du possible.

PUBLICATIONS

- ANARCHISME ET NON VIOLENCE (n° 3 - Tepernowski-16 rue Neuve de la Charbonnière-Paris 18e) signale un fascicule "les nouvelles institutions militaires et la démocratie (Editions de l'Armée française -10 rue de Chateaudun -Paris 9eme) traitant du problème de la mobilisation civile abordé dans I C O (n° 20 -juillet 63)
- REVOLTES (HP 122 -Paris 12eme) qui depuis longtemps déjà était passé de la formule "prise de conscience de réalités sociales " à celle de "construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse " franchit une nouvelle étape (n° 23 - février 66) vers "l'internationale des exploités " qui n'est autre que le regroupement trotskyste dont nous avons parlé dans le précédent bulletin. Le numéro d'avril reprend ce thème avec tous les airs bien connus "la dégénérescence de la IIIeme internationale " avec une bibliographie uniquement trotskyste .Quelques témoignages valables perdus dans ce fatras politique.
- Pour la REVOLUTION PROLETARIENNE (syndicalisme révolutionnaire -21 rue Jean Robert-Paris 18eme) n° 514 - mars 1966 - une "bataille sociale a commencé ", moyennant quoi "Pour l'efficacité du syndicalisme ,rénovons nos méthodes" pour "imposer les conditions de vie répondant aux aspirations et aux besoins du syndicalisme moderne" sans doute vers la "voie occidentale vers le socialisme"définie plus loin (c'est nous qui soulignons cette prise de position) . A noter -un reportage sur l'Algérie et "Réflexions sur l'internationalisme " ;Nous avons aussi noté l'exécution de la grève de Zwartberg en ces seules deux lignes pour les numéros de février et mars : "Dans le Limbourg belge ,bataille rangée entre flamingants et gendarmes " et rien d'autre .Rien dans le numéro d'avril sur la grève des fumes à Herstal :10 semaines de grèves ça compte; Révolution prolétarienne ? Par contre on y parle du congrès FO -Article à lire sur l'efficacité POUVOIR OUVRIER (n° 76 -fev mars 1966) (22 rue Léopold Bellan Paris 2eme)
Le choix : se battre ou faire semblant -jusqu'ou peut aller l'impérialisme en Asie
- LUTTE DE CLASSE (pour le pouvoir des travailleurs) Renault 73 rue Blanche Paris 9eme mars 66 - pour le communiqué - sur la cogestion en Allemagne
- dans VOIX OUVRIERE (29 rue de Chateau Landon Paris 10eme) (trotskyste) on trouve toujours de nombreuses informations ouvrières ;mais aussi des textes sur la reconstruction de la IV eme internationale (même opération dont parle Révoltes) (n° 55 -mars 66, et 56 -avril 66) . Dans le n° 58 ,on y apprend l'entrée de militants de Voix Ouvrière à Force Ouvrière à Sud Aviation , ce qui s'était déjà produit dans les produits chimiques 'Rhône Poulenc et Uclaf à Romainville .
- L'ANARCHO -SYNDICALISTE (Gatineau -79 St Florent les Niort) (organe de l'Union Anarcho syndicaliste)le numéro de janvier parle surtout de l'enseignement primaire (directeurs d'école) ,celui de février de la bonne conscience des intellectuels .
- LE MONDE LIBERTAIRE (3 Rue Ternaux -Paris 11eme) n° 121 - avril 66
Démographie révolutionnaire - Demain l'Amérique latine - A propos du congrès FO, Que faire ? (on est tenté de répondre : fuire)
- CAHIERS DE L'HUMANISME LIBERTAIRE (L . Ottié -21 rue des Mathurins - Bièvres) mars 66 n° 121 -Hiérarchie et autorité - Juan Ric (biographie d'un militant espagnol)
- LETRE DES OBJECTEURS en service civil n° 8 avril 66 (Verdet - S C I - 09 - OUST)
la vie des objecteurs dans leurs nouvelles "tâches" :dans un bidonville à Noisy le grand (banlieue de Paris) ,sur un chantier du SCI à Oust (Ariège) -Parmanence du Secrétariat Objection de conscience : Mercredi 17à19h et Jeudi 19à21h 3 Impasse Chartière - Paris 5eme
- LA REVOLUTION ALLEMANDE (1917-1923) brochure du cercle Garibaldi -Suberville - 9 rue Ernest Psichari -
- Autres publications reçues :LE PEUPLE BRETON (EP 103 Rennes) , L'ECOLE EMANCIPÉE (Le Guen 74 rue d'Armorique - Brest) -LE PROLETARIENNE (n° 3 avril 66 - EP 375 Marseille Colbert)
- BULLETINS D'ENTREPRISE : La Voix Ouvrière ,bulletin du groupe ouvrier de Cockerill Ougrée (Rorive Zamboulevard de Laveleye -Liège)-Bulletin ASSURANCES GENERALES

de NOIR & ROUGE N° 33- (Lagant- B.P. 113, Paris 18è). des textes sur l'autogestion- sur lesquels nous reviendrons- et "Magie, rationalisme, anarchie". Et une lettre du Maroc, dont nous extrayons ces lignes:

... " Il y a des régions où on ne mange qu'une fois par jour seulement du pain et du petit lait si on en trouve. Tu vois les visages durs assoiffés de justice. Personne ne peut en parler. Personne n'a le droit d'ouvrir la bouche. Pas de médecin, pas d'hôpitaux, des écoles qui se trouvent à des dizaines de kilomètres avec des instituteurs qui n'en ont que le nom. Des gens qui travaillent de 5 heures du matin jusqu'à 7 heures ou 8 heures du soir et ne gagnent même pas 200 frs et quand le caïd passe, tous viennent lui embrasser la main. Et quelques responsables pensent que tout va bien dans ce pays ensoleillé, dans ce pays où c'est la force qui dirige tout, dans ce pays où l'ignorance, la sous-alimentation, la misère règnent partout, dans ce pays où une poignée de riches exploite et utilise plus de 96% de la population. J'ai vu les gens ne manger que des herbes et j'en ai vu d'autres qui prennent 5 à 6 plats par repas tout en se disant socialistes et révolutionnaires. Comme c'est beau de parler de la liberté de l'individu alors que les gens des services spéciaux (et paraît-il leur nombre augmente) reniflent partout et tout ce qu'ils peuvent pour intimider ceux qui tougent un peu. Comme c'est beau d'entendre les gens parler de leur innocence alors qu'on sait qu'ils sont les plus grands criminels qui existent. C'est la misère qui fait tout.

... "Les gens prennent n'importe quel travail pour avoir seulement de quoi manger. Les enfants meurent de FAIM et on n'en a jamais parlé au Maroc. Des familles entières, 7 à 8 personnes, restent des jours sans presque rien manger, mais pour les privilégiées, celles qui peuvent donner du bakchich ou bien celles qui sont pistonnées, elles ont leur raison mensuelle de farine américaine, 10 kilos par personne et par mois. Les autres, eh bien qu'elles crèvent puisque ces messieurs ne trouvent pas de solution à ces 400.000 personnes qui viennent s'ajouter chaque année alors que le produit national brut non seulement reste stationnaire, mais diminue "...

PUBLICATIONS en ESPAGNOL:

ESPOIR: CNT-Bourse du Travail- Place St Séverin, 31, Toulouse. Nos février, mars, avril.

RUTA: F.I.J.L. Vénézuëla- Nos décembre, janvier, février.

LA PROTESTA (anarchiste) Santander 408- Buenos-Aires- N° de février.

ALARMA: F.O.R. Nos 7-8, adresse: Nicole Espagnol, 125 rue Caulaincourt Paris, 18è.

PRESENCIA: Tribune Libertaire, Nos 2-3, 24 Rue Ste Marthe, Paris, 8è.

Vivante polémique ouverte aux jeunes un peu fatigués des tenors. Sans rompre quand même avec les anciens (G. Leval par exemple qui ne cache pas son réformisme) E.E. Rodriguez après avoir défendu le "matérialisme marxiste" dans le N°2 se lance au N° 3 dans une proposition de dialogue avec le PCE. Vraiment on croit rêver. Sans parler qu'il faudrait tout oublier depuis Cronstadt jusqu'aux assassinats des camarades espagnols dans les maquis en passant par les événements de mai 37 à Barcelone, et j'en passe. Le tel EER ignore-t-il que le PCE prône ici et est dans les démocraties populaires le support (et le bénéficiaire) d'une classe dominante et exploiteuse du régime capitaliste le plus achevé, le capitalisme d'Etat?

PUBLICATIONS de Langue anglaise:

DIRECT ACTION: mars 66- 34 Cumberland Road, London, E.17--: les conditions de travail et de salaires des travailleurs des autobus londoniens- la situation des mineurs du Nord-Est (mêmes problèmes de reconversion qu'en France et en Belgique) - au-delà de la grève: le mouvement des shop-stewards.

INDUSTRIAL WORKER: février 66- 2422 N. Halsted Street-Chicago, Ill. 60614. commentaires sur la grève des transports new-yorkais- les conséquences de la guerre au Viet-Nam, chauvinisme et dictature militaire aux U.S.A.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19°

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 5 F.**

Versements : **I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS**

RONOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication
P. BLACHIER